



Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance **SADI**

SOLIDARITE- DEMOCRATIE - INDEPENDANCE

Aux



Camarades membres du Comité Central,
du Bureau Politique, des Coordinations,
des Sections et Comités du Parti

Bamako, le 5 septembre 2018

Objet : la crise politique post-électorale et la position du Parti

Chers Camarades,

Le scrutin présidentiel du 29 juillet et du 12 août 2018 a été le couronnement d'un processus électoral antidémocratique qui a non seulement consacré le règne de l'argent-roi, de la corruption institutionnalisée, du système oligarchique, népotiste et clientéliste du régime de Ibrahim Boubacar Keita, mais également, l'exclusion de fait de l'immense majorité de notre peuple. Il apparaît dès lors que le système électoral mis en place par Ibrahim Boubacar Keita et complices a érigé une barrière financière et institutionnelle pour permettre aux prébendiers de tout acabit de conserver et d'exercer le pouvoir d'Etat contre la volonté de notre peuple.

Depuis le vote de la loi électorale par l'Assemblée Nationale du Mali, notre parti avait sonné l'alerte et exprimé sa ferme opposition au Coup d'Etat électoral qui se préparait. A travers la saisine de la Cour de Justice de la CEDEAO, de nombreuses actions d'information des militants et militantes du parti, de l'opinion publique nationale et internationale (conférences de presse, débats radiodiffusés, interviews), nous avons mis à nu la nature ploutocratique de notre démocratie et exprimé nos craintes et inquiétudes quant à la volonté réelle du Gouvernement d'organiser des élections transparentes, crédibles, libres et démocratiques.

Au nombre de ces préoccupations on peut noter :

- Le manque de fiabilité du fichier électoral et l'impossibilité de trouver un consensus en raison des obstructions délibérées du pouvoir qui a orchestré et planifié la fraude à grande échelle pour se maintenir,
- L'incapacité notoire du gouvernement à sécuriser les lieux de vote et les électeurs,
- Le refus de plusieurs régions non-opérationnelles, organisées en collectif, de voir le scrutin s'effectuer en leur sein,
- Le rejet des résultats du scrutin par la majorité des jeunes qui ont été exclus du vote,
- La distribution sélective des cartes d'électeurs aux populations.

La situation post-électorale confirme la justesse de notre analyse car notre pays risque de sombrer dans des affrontements aux conséquences tragiques. Ils opposeront d'une part, l'Etat failli d'Ibrahim Boubacar Keïta et les forces sociales qu'il représente et d'autre part, les forces progressistes et démocratiques dont le Parti SADI ;

Le combat que nous avons mené sur le plan politique et institutionnel, combiné à l'action judiciaire dont le dernier développement a été la saisine de la Cour Suprême du Mali pour **forfaiture et déni de justice** des juges de la Cour constitutionnelle et la saisine de la Cour des droits de l'homme de l'Union Africaine pour **violation du droit de vote**, traduit éloquemment notre responsabilité et notre engagement à défendre les intérêts de notre peuple ainsi que notre refus de reconnaître Ibrahim Boubacar Keïta comme Président légal et légitime de la République.

Parallèlement à ces actions, le Parti SADI s'est donné pour mission d'ouvrir la voie qui constitue incontestablement l'alternative pour la réinstauration de la démocratie, le respect des libertés fondamentales de mouvement, de vote, corolaire d'une gouvernance au service exclusif du peuple.

Pour y parvenir, mandat a été donné au Président du Bureau Politique et au Secrétaire aux Relations Extérieures, d'engager des démarches auprès de toutes les forces progressistes et démocratiques du Mali, qui se trouvent dans les syndicats, les partis politiques, les Organisations de la Société Civile et qui partagent nos objectifs de lutte.

La finalité de ces démarches est de construire un large front pour mettre fin au régime des prédateurs, amorcer le changement véritable dans notre pays afin de redonner confiance et espoir à notre peuple qui a tant souffert.

L'engagement conscient et militant et le soutien actif des membres du Comité Central, du Bureau Politique, de toutes les structures du Parti à l'intérieur comme à l'extérieur du pays seront déterminants pour la réussite de cette mission.

Ainsi, une communication assidue s'établira entre la Direction du Parti et toutes les structures à la base, cela, pour que tous les militants du Parti soient informés des démarches en cours et des grandes décisions qui seront prises.

Le Bureau Politique en appelle à l'engagement individuel et collectif de tous, à la mobilisation de tous, à la vigilance de tous.

Recevez, chers camarades, nos salutations militantes.



Le Bureau Politique

Le Président